

UNE CANDIDATURE SINGULIÈRE ET LÉGITIME

VITE



500 PARRAINAGES POUR PHILIPPE POUTOU!

Dossier

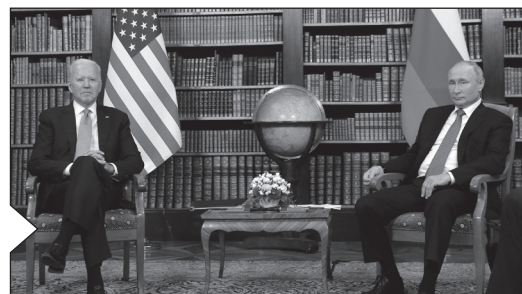
**UNE AUTRE
AGRICULTURE EST
POSSIBLE!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Chômage: mensonges
de présidentiable
Page 2

PREMIER PLAN

Ukraine: surenchères guerrières
sur le dos des peuples
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Barkhane: cachez cette déroute
que je ne saurais voir
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Troisième anniversaire du Hirak
algérien: la lutte continue!
Page 12



Par **ELSA COLLONGES**

Chômage : mensonges de présidentielle

Le pas-encore-candidat Macron ne s'embarrasse pas de promesses de campagne : il préfère les mensonges de président ! Ainsi les ministres se succèdent pour célébrer les extraordinaires résultats du quinquennat en termes de baisse du chômage : moins 12,6 % pour les chômeurEs de catégorie A sur un an, annoncé par Pôle emploi. Quand on entend ce chiffre et les commentaires du gouvernement, cela paraît très loin de notre réalité. Et effectivement, en y regardant de plus près, ce qui est mis en avant est très partiel et partial. Le chiffre de 12,6 % met de côté les chômeurEs des catégories B et C, c'est-à-dire tous ceux et toutes celles qui occupent des emplois à temps partiel ou de courte durée, insuffisants pour vivre décemment et qui sont toujours demandeurEs d'emploi. Or rien que la catégorie C a, elle, augmenté de 8,6 % sur un an ! L'autre élément qui fait baisser le chômage ce sont les radiations qui, de leur côté, ont augmenté de 44 % sur un an ! Ainsi, si on veut faire des statistiques sérieuses, quand on comptabilise 189 000 chômeurEs de moins sur le trimestre, on ne peut pas négliger les 52 000 radiations qui ont eu lieu dans la même période... Derrière la baisse officielle du chômage et les annonces sur la création de centaines de milliers d'emplois, c'est bien la précarité, les temps partiels, l'intérim, les horaires éclatés... qui se cachent et donc de faibles salaires et des droits sociaux réduits. De plus, avec la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage, ce sont les travailleurEs précaires des catégories B et C qui voient massivement leurs allocations diminuer. Ils et elles sont plus contraints de répondre favorablement à une offre d'emploi quelle qu'elle soit et, en cas de refus, c'est la radiation. Et hop ! une nouvelle baisse du chômage en perspective... L'efficacité et la cohérence de la politique de casse sociale du gouvernement ne sont plus à démontrer : casse du droit du travail, facilitation des licenciements, augmentation de la précarité, réforme de l'assurance chômage... la main-d'œuvre est sous pression, le patronat peut en profiter pour dégrader les conditions de travail et les salaires et, pendant ce temps, le gouvernement se félicite de ses bons résultats concernant le chômage... Une seule solution : dégager ces politiciens au service des patrons !

BIEN DIT

Ce n'était pas une obligation de changer de nom mais ça semble logique, même s'il n'y a pas de décision de justice.

FRÉDÉRIC JAYOT, directeur de la société en charge du parc de Branféré (Morbihan), dont l'école, qui portait le nom de Nicolas Hulot, vient d'être débaptisée.

À la Une

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Philippe Poutou doit en être !

Après de longs mois de travail acharné de nos militantEs et quatre semaines de collecte officielle par le Conseil constitutionnel, notre candidat Philippe Poutou comptabilise 224 parrainages sur les 500 nécessaires pour être officiellement déclaré candidat à l'élection présidentielle. Nous savons qu'une centaine d'autres parrainages sont en train de « remonter » au Conseil constitutionnel. Il reste donc environ 200 parrainages à décrocher en 10 jours.

Nous avons déjà relevé ce défi lors des scrutins précédents. Nous pouvons le refaire. Nous le refaisons. Les parrainages continuent de remonter chaque jour et nos militantEs sillonnent les routes jusqu'au dernier moment. Mais un sursaut démocratique est également nécessaire car notre candidature est en danger.

Un système anti-démocratique

Le système des parrainages d'élus est profondément antidémocratique et s'apparente à une forme de cooptation entre des pouvoirs distincts en termes d'échelon et de nature. Concrètement, il donne aux élus de la République le pouvoir de choisir qui peut se présenter à la magistrature suprême de cette même République. Or, le président de la République est élu au suffrage universel direct et n'est pas le chef des élus mais de l'État. Il incarne par ailleurs le pouvoir exécutif alors que les parrains départementaux, régionaux, nationaux et européens incarnent le pouvoir législatif. Résultat de cette tambouille de l'entre-soi ? Les partis les plus puissants parrainent leur champion en quelques jours et sans effort en profitant de leur position acquise dans les institutions. Bilan : le pouvoir se reproduit lui-même. Ce serait donc, d'un strict point de vue démocratique, à la population de procéder à une première sélection parmi les prétendants à l'Élysée, par un système de « parrainages citoyens », dont le nombre pourrait être fixé à 100 000 ou 150 000. Elle serait d'abord légitime, juste et cohérente, mais aussi plus efficace. En effet, contrairement à une idée grossièrement reçue, le système actuel n'empêche pas la présentation de candidatures hors sol voire farfelues. En revanche, il complique



gravement voire empêche la présentation de candidatures certes modestes et peu présentes dans les institutions, mais très implantées depuis des décennies dans le paysage politique et militant. C'est le cas, parmi d'autres, de celle de Philippe Poutou.

Une candidature singulière et légitime

Notre parti le NPA est issu d'un courant politique né à la fin des années 1920 en opposition au stalinisme. Les militantEs de son ancêtre immédiat, la LCR, furent parmi les moteurs de Mai 68, et la LCR porta les idées révolutionnaires sans discontinuer au sein du mouvement social jusqu'à sa dissolution en 2008. Avec Olivier Besancenot en 2002 et 2007, puis Philippe Poutou en 2012 et 2017, voilà 20 ans que nous participons à l'élection présidentielle. Nous sommes de toutes les luttes sur nos lieux de travail, de

vie et d'études. Nous diffusons notre presse, distribuons des tracts et collons des affiches chaque semaine, et pas seulement quand viennent les élections. Loin des écuries personnelles plus ou moins soutenues par des partis dont le fonctionnement est lui-même peu démocratique, notre candidat a été désigné et son programme élaboré à la suite d'un processus démocratique de débat interne.

Tout cela s'incarne dans la candidature de Philippe Poutou, au profil atypique dans une campagne présidentielle mais beaucoup plus en phase que la quasi-totalité des autres candidats avec les réalités de la vie quotidienne de la majorité de la population. Ouvrier licencié, élu municipal sur une liste anticapitaliste mais pas politicien professionnel, Philippe Poutou est l'un des porte-parole d'un camp social, celui des exploités et des opprimés, rarement audible dans

le débat public. Les propositions que nous portons sont à l'image du profil de notre candidat : radicales, décomplexées, au plus près des préoccupations de la population, en réponse aux urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Philippe Poutou détonne

Le début de la campagne a déjà montré qu'au milieu des autres candidatEs, et notamment des politiciens professionnels de gauche comme de droite, la candidature de Philippe Poutou détonne et incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions. Et l'on voit bien en outre que, malgré les aimables pressions de certains qui voudraient que nous disparaissions au profit d'un candidat « mieux placé », elle ne peut se confondre avec d'autres candidatures à gauche, y compris dans la gauche radicale. Internationalisme, anti-impérialisme, attention aux problématiques et aux luttes écologistes, aux combats contre les discriminations, qu'elles soient racistes, sexistes ou LGBTIphobes, radicalité assumée de nos réponses anticapitalistes, articulation entre notre programme et les luttes : autant d'éléments qui ne se retrouvent, ensemble, dans aucune autre candidature, qui expliquent le succès des meetings et des passages médias de Philippe Poutou, et qui fondent la légitimité de notre campagne.

Alors, pour toutes ces raisons, oui, Philippe Poutou doit en être ! Au-delà des désaccords parfois profonds, et alors que la plupart des candidatEs de gauche ont déjà leurs 500 parrainages, nous appelons donc toutes les éluEs à lui apporter leurs parrainages afin que la démocratie puisse s'exprimer lors du scrutin du 10 avril prochain.

UKRAINE Surenchères guerrières sur le dos des peuples

La surenchère de déclarations, voire d'interventions guerrières autour de l'Ukraine a de quoi alarmer. Après une baisse des tensions en trompe-l'œil, une nouvelle étape a été franchie le 21 février avec les déclarations de Poutine, même si les pourparlers sont – à l'heure où nous écrivons – maintenus. Un dialogue dont Macron voulait se faire le champion afin de booster sa campagne de non-candidat. Mais apparemment ses gesticulations n'ont pas été productives...

Après avoir accumulé des troupes et des engins de mort à sa frontière, Poutine a « reconnu » lundi soir l'indépendance des républiques de Donetsk et de Louhansk, proclamées en 2014 après l'annexion de la Crimée par la Russie et épaulées militairement par Poutine. Des territoires de

fait autonomes depuis les fragiles « accords de Minsk » de 2015, qui prévoyaient de « geler » le conflit sur cette ligne de front, par un cessez-le-feu jamais respecté. Par cette annonce, Poutine ouvre à l'armée russe la voie de ce Donbass où s'affrontent depuis huit ans des soldats ukrainiens et des « séparatistes »

pro-russes – qui pourraient ainsi être directement soutenus par les soldats russes massés à proximité. Les porte-parole de Biden annoncent une imminente invasion russe de l'Ukraine. Pour l'instant, ils répondent par des sanctions exclusivement économiques... à condition que les troupes russes

ne progressent pas davantage vers l'ouest de l'Ukraine ? Bon gré, mal gré, les États européens semblent emboîter le pas à Washington au nom du « droit international ». Est-il possible qu'avec ces conflits d'influence dans la région, la population d'Ukraine soit livrée à une guerre pire que celle qui déjà ensanglante l'est du pays ? Déjà 14 000 morts, combien encore et pourquoi ?

Poutine, insupportable autocrate

Il ne fait pas de doute que Poutine emprisonne voire fait assassiner ses opposantEs, qu'il cherche à étouffer toute contestation populaire contre une baisse dramatique du niveau de vie. Il est le représentant d'oligarques capitalistes, anciens hauts bureaucrates de l'ex-URSS ou nouveaux riches, qui ont bâti des fortunes tapageuses (certes pas

Les Nôtres Salut à toi Danièle

Salut à toi Danièle,
Toi la petite dame à la silhouette si fragile
Toi la petite amie aux convictions si solides
Toi la petite dame qui sur la pointe des pieds
à l'aube d'un jour d'hiver a quitté notre monde
Ce monde que tu as de toutes tes forces voulu changer.
Ta vie fut un long combat et faute de tous les citer j'en retiendrai un :
Ton refus de tous ces uniformes qui marchent au pas



DR

Tu as toujours préféré au son du clairon
de tes chats le sensuel ronron.
Merci d'avoir été toi.
(poème du camarade Michel)

Notre amie Danièle Wagnies du comité NPA du Tarn nous a quittés. Militante infatigable de la cause palestinienne et des migrantEs, féministe, anticapitaliste et antimilitariste, elle a été de tous les combats pour l'émancipation. Nous porterons tes combats pour mettre à bas le système capitaliste.

Hasta siempre camarade

8 MARS Grève féministe, la déferlante pour l'égalité

Tel est le titre offensif du tract unitaire national d'appel au 8 mars 2022, signé par des dizaines d'associations féministes nationales ou locales, voire à dimension internationale ainsi que par les syndicats CGT, FSU, Solidaires, Unef, FIDL, ou d'autres associations comme Attac, la Fondation Copernic. Il est soutenu par les organisations politiques de gauche ou de la gauche radicale¹.

Ce 8 mars, comme les années précédentes, sera sans doute l'occasion de manifester notre solidarité avec les femmes en butte à la répression dans le monde comme en Afghanistan ou en Birmanie, ou celles menacées de guerre comme en Ukraine, et celles enfin qui ont pris le chemin de l'exil et sont repoussées hors de nos frontières.

Les femmes en première ligne
Cette année, le 8 mars survient en plein milieu de la campagne électorale et au terme de deux années particulièrement éprouvantes pour l'ensemble des salariéEs, et en particulier pour les personnes en « première ligne » face à la pandémie, notamment dans la santé, les résidences pour personnes âgées, dans les établissements scolaires, dans le nettoyage, le secteur des livraisons, etc. Dans la plupart de ces secteurs comme dans la famille, ce sont majoritairement les femmes qui prennent soin des autres. Ce sont elles enfin qui subissent les violences sexuelles et sexistes sur leur lieu de travail

ou d'études, dans la rue ou au sein de leur famille. Ce 8 mars devrait donc être l'occasion d'une vaste mobilisation des femmes elles-mêmes et de leurs alliés.

15 jours pour mobiliser

Car ce sont les femmes, et en particulier les migrantes, qui risquent de voir s'aggraver encore leur vie quotidienne si Macron, la droite ou pire encore l'extrême droite gagnent les élections : tous, à des degrés divers, promettent des économies dans les finances publiques en sacrifiant les services publics, en remettant à l'ordre du jour la contre-réforme des retraites et en alimentant le sexisme, le racisme et la haine contre les personnes LGBT. Cet appel unitaire peut favoriser la mobilisation, surtout s'il est repris dans les branches professionnelles, et dans les villes localement. À Paris et à Toulouse, c'est déjà le cas. Les syndicats CGT, FSU et Solidaires ont déposé, quant à eux, un préavis de grève unitaire. Il nous reste 15 jours à peine pour convaincre nos amies et collègues de faire



grève et/ou de nous rejoindre dans les manifestations.
Josette Trat

1— Pour avoir le texte complet et le détail des signatures, cf. grevefeministe.fr ou sur les réseaux sociaux.

Le chiffre 6 millions

C'est, en dollars, la somme qu'a rapportée la vente les 2 et 9 février, par Stéphane Bancel, directeur général de Moderna Therapeutics, de 38000 actions de la société Moderna. Un peu d'argent de poche pour celui qui possède toujours près de 22 millions d'actions Moderna, d'une valeur estimée à 3,5 milliards de dollars.



Agenda

Tous les vendredis, minute de silence pour dénoncer la mort programmée de l'hôpital public. À 14h (rdv à 13h45).

Vendredi 25 février, table ronde antifasciste, Strasbourg. À 19h, à la Maison des syndicats. Avec Ludvine Bantigny (historienne), Nargesse Bibimoune (autrice membre de l'AFA), Raphaël Arnault (Jeune Garde) et Philippe Moraud (Visa).

Samedi 5 mars, rencontre de La Brèche sur l'afroféminisme, Paris 12^e. À 17h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine. Rencontre avec Fania Noël, autrice de *Et maintenant le pouvoir*, membre du collectif Mwasi, cofondatrice de la revue *Assiégées* et l'une des militantes qui ont lancé le mouvement afroféministe en France dans les années 2010.

Mardi 8 mars, manifestation pour les droits des femmes / grève féministe. À Paris, départ à 14h de gare du Nord.

Samedi 19 mars, manifestation nationale à Paris contre le racisme et les violences policières et pénitentiaires. À 14h, Chatelet

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauPartianticapitaliste.org

NO COMMENT

Le wokisme est un racisme, un enfermement, une assignation identitaire. Et en cela, c'est un adversaire.

RAPHAËL ENTHOVEN, CNews, 19 février 2022.

encore au niveau des grandes fortunes américaines ou françaises), en se réappropriant, avec les vagues de privatisations de la chute de l'URSS, les meilleurs morceaux d'un appareil productif bradé. Biden, suivi de ses alliés européens dont Macron, montre du doigt Poutine au nom de la défense de la démocratie et du droit du peuple ukrainien. En janvier dernier pourtant, quand Poutine a fourni 3000 soldats au dictateur du Kazakhstan pour réprimer une insurrection ouvrière, les dirigeants US et leurs alliés n'ont rien dit. À l'été 2020, quand Poutine a apporté son aide au dictateur biélorusse Loukachenko contre une révolte populaire massive, pas davantage de réaction.

Les USA et le choix des armes
Biden assure que les USA n'interviendront pas militairement sur

place. Mais ils activent leurs ventes d'armes et installations de bases militaires dans les pays de l'UE et de l'Otan limitrophes de l'Ukraine et de la Russie. Et il prévoit de nouvelles et fortes sanctions économiques contre la Russie, similaires à celles qui ont étouffé l'Irak ou l'Iran. Une arme dirigée contre la population russe, qui serait à coup sûr durement frappée. Mais une arme aussi contre des alliés occidentaux européens, dont les multinationales et sociétés financières traitent avec la Russie. C'est pourquoi les Macron et Scholz sont moins chauds que leur mentor de Washington à la perspective d'une escalade guerrière. Les USA interdisent déjà la mise en fonctionnement d'une deuxième branche du gazoduc Nordstream qui relie directement la Russie à l'Allemagne en contournant l'Ukraine. Un bras de fer se joue là aussi. L'Allemagne

LA FIN DU BROYAGE DES ROUSSINS



achète à la Russie quasiment 20 % de son gaz, qui satisfait 50 % de sa consommation. La France couvre ainsi 20 % de ses besoins. Égratigner ces intérêts favorise les firmes de gaz liquéfié étatsunien. Entre amis non plus, pas de cadeau !

Arrêter les bras armés des multinationales

Les rapacités et rivalités économiques s'exacerbent entre les grandes puissances – la Chine s'affichant aux côtés de Poutine. Ce bal de vautours capitalistes se manifeste par la multiplication de guerres et à des menaces accrues de conflits où sont plongés les peuples. L'actualité se focalise aujourd'hui sur l'Ukraine mais les foyers sont multiples. Morts annoncées, vies dévastées. Chaque fois aussi, c'est l'occasion de durcissements politiques – couvre-feux et lois d'exception – pour faire taire les oppositions, bâillonner davantage les travailleurEs au nom de la « défense de la patrie ». Seul un élan de solidarité entre les travailleurEs et les peuples, par-delà les frontières, peut et doit stopper les appétits des capitalistes et de leurs bras armés.
Michèle Verdier

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BELGIQUE Enseignement : face aux miettes du gouvernement, construire le rapport de forces

Jeudi 10 février, nous étions 10 000 enseignantEs devant le ministère ! Un nombre historique puisque nous n'avions pas vu une mobilisation des enseignantEs de cette ampleur depuis 2011.

Les syndicats, contraints d'organiser cette manifestation, ont enfin répondu à la pression de leur base. En effet, les écoles de la FFW sont en ébullition depuis un bout de temps. Les « concertations » molles et les demi-mesures ne calment plus !



DR

Garder la flamme allumée

De jeunes collègues, qui manifestaient souvent pour la première fois, ont rendu ce rassemblement particulièrement vivant. L'ambiance était chaleureuse et à la bonne humeur, malgré la pluie et la colère des participantEs suite aux mauvaises réformes et à la dégradation des conditions de travail. Des slogans percutants, créatifs et pleins d'humour ont fleuri sur les pancartes, rappelant ceux des manifestations pour le climat. Le rassemblement, énergique et festif, ravive l'espoir militant dans un secteur souvent trop sage.

Notre seul regret concerne le manque de politisation du discours dans les interventions des dirigeants syndicaux, si ce n'est le rappel des revendications de ce rassemblement.

Pour la suite, nous avons la responsabilité de garder la flamme allumée, de continuer à mettre la pression sur les dirigeants et sur nos représentants syndicaux, sans quoi l'avenir de cette mobilisation reste incertain.

Il est essentiel que nous, les affiliéEs, exigions de nos syndicats un plan d'action clair pour les semaines/mois à venir ainsi que des assemblées régionales en présentiel. Et, là où c'est possible, de prendre l'initiative par des actions locales.

Les enseignantEs ne sont pas des mendiants

En effet, les réformes concernant l'évaluation des enseignantEs qui menacent les nominations ainsi que la RFIE (réforme de la formation initiale des enseignantEs), et qui augmentent les années d'études de trois à quatre ans dans les HE, entreront en vigueur en 2023 sans négociation avec les enseignantEs et sans revalorisation barémique. Il est donc primordial de mobiliser le secteur pour cette cause, et ce avant l'été.

Les syndicats se sont entretenus avec la ministre de l'Éducation Caroline Désir mais aucun accord n'a été trouvé. La proposition du ministère d'augmenter la prime du personnel de l'enseignement de 100 euros sur trois ans est une rigolade. Les enseignantEs ne sont pas des mendiants ! Nous exigeons des meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, des embauches et des investissements à la hauteur des besoins dans l'école ! Non à l'évaluation arbitraire des enseignantEs ! Non aux réformes mal ficelées sans revalorisation du métier de l'enseignant ! La seule possibilité de gagner, c'est de prendre appui sur cette mobilisation réussie et de continuer la lutte !

Groupe enseignement de la Gauche anticapitaliste

ÉTATS-UNIS Quel est l'avenir du syndicat des Teamsters sous une nouvelle direction ?

Le syndicat des Teamsters (conducteurs routiers), qui représente environ 1,5 million de camionneurs et d'autres travailleurs, l'un des plus grands syndicats des États-Unis, a désormais une nouvelle direction.

Sean O'Brien, qui a été élu président en novembre 2021, promet de mettre fin à des années de collaboration du syndicat avec les employeurs, et de faire à nouveau des Teamsters un syndicat militant. S'il est capable de mobiliser les membres et si les militants de la base prouvent qu'ils peuvent s'organiser eux-mêmes, les Teamsters pourraient avoir un impact significatif sur les syndicats et les travailleurEs américains. Le premier grand test sera le prochain contrat avec UPS, la plus grande entreprise de livraison de colis et de logistique du pays, qui compte 320 000 employéEs syndiqués.

Une longue histoire

Fondé en 1903 en tant que syndicat de métier, dans un contexte de grèves massives, dont les plus importantes étaient menées par des trotskistes, les Teamsters se sont transformés dans les années 1930 en un syndicat d'industrie représentant tous les travailleurEs du secteur du transport routier. Dans les années 1960, le président des Teamsters, Jimmy Hoffa, a négocié le premier contrat national qui couvrait 450 000 travailleurEs, et dans les années 1970, le syndicat comptait deux millions de membres. Les Teamsters avaient alors la réputation d'être un syndicat militant capable de faire céder de puissantes entreprises.

Malgré cela, les Teamsters ont commencé à décliner. Tout d'abord, la mafia, corrompue et violente, avec la complicité de certains dirigeants, a pris le contrôle de plusieurs grands syndicats locaux et de fonds de pension. Ensuite, le Parti démocrate



WIKIMEDIA COMMONS

a fait adopter par le Congrès une loi déréglementant le secteur du camionnage, permettant à de nouvelles entreprises sans syndicat et à bas salaires d'entrer sur le marché. Enfin, les crises économiques de 1973-1975 et de 1980-1982 ont entraîné un taux de chômage de près de 10 %, ce qui a conduit les travailleurEs à éviter les grèves de peur de perdre leur emploi. Sous la direction de présidents syndicaux corrompus – Jackie Presser et Roy Williams – qui étaient tous deux associés à la mafia et à des agents du FBI, le syndicat a connu le déclin. En 1988, le gouvernement étatsunien a intenté des poursuites contre les Teamsters et menacé de prendre le contrôle du syndicat pour tenter de le débarrasser de la mafia.

Au cours de cette période, à partir des années 1970, des militantEs de l'International Socialists (IS) ont commencé à s'organiser au sein du syndicat des Teamsters, en collaboration avec des militantEs locaux de

la base dans tout le pays. Ensemble, nous avons créé Teamsters for a Democratic Union (TDU), pour discuter des conditions de travail et des contrats négociés par le syndicat, mais soutenant également des candidatEs aux fonctions syndicales locales ou nationales. Lorsque le ministère de la Justice des États-Unis a intenté des poursuites contre les Teamsters, TDU est intervenu et a demandé que le gouvernement permette aux membres d'élire directement leurs dirigeantEs, qui étaient alors choisis lors de congrès contrôlés par des responsables corrompus. Le gouvernement a établi une surveillance du syndicat, mais a accordé aux membres le droit de voter directement pour leurs dirigeantEs.

Un nouvel épisode syndical ?

O'Brien n'est pas le premier réformateur à accéder à la direction du syndicat. En 1991, TDU a soutenu Ron Carey, travailleur d'UPS et dirigeant syndical militant, comme candidat

à la présidence. Carey a remporté l'élection et lui et TDU ont ensuite mené une remarquable grève nationale contre UPS en 1997 qui a permis d'obtenir des gains importants. Au même moment, Carey (qui avait mis TDU à l'écart) s'est représenté à la présidence. Il a été élu mais il a été découvert que le groupe qu'il avait engagé pour mener sa campagne avait commis une fraude. Il a donc été démis de ses fonctions. Lors d'une nouvelle élection, Jimmy Hoffa, Jr, un avocat et fils du président de 1957 à 1971, a battu un candidat soutenu par le TDU et a remporté la présidence des Teamsters. Sous la direction de Hoffa, Jr., le syndicat a collaboré avec les employeurs aux dépens de ses membres.

Aujourd'hui, un nouvel épisode de réforme syndicale pourrait se présenter. Certes, les deux nouveaux dirigeants ont un passé problématique. O'Brien, le nouveau président, et son colistier pour la vice-présidence, Fred Zuckerman, avaient tous deux soutenu Hoffa, Jr. et travaillé avec lui. Ils ont rompu avec Hoffa, Jr. principalement en raison de son échec face à UPS. O'Brien avait une réputation de voyou et a été sanctionné pour avoir menacé des membres de TDU. Mais, aujourd'hui, en tant que candidat aux élections, O'Brien a demandé et obtenu le soutien de TDU. O'Brien a donc remporté l'élection de novembre 2021 et a promis de se battre à nouveau contre UPS en 2023. Si les militantEs profitent de la situation pour développer des actions à la base, ils pourraient remporter une victoire et inspirer d'autres salariéEs, parmi les Teamsters et ailleurs.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

NICARAGUA Hugo Torres mort en prison

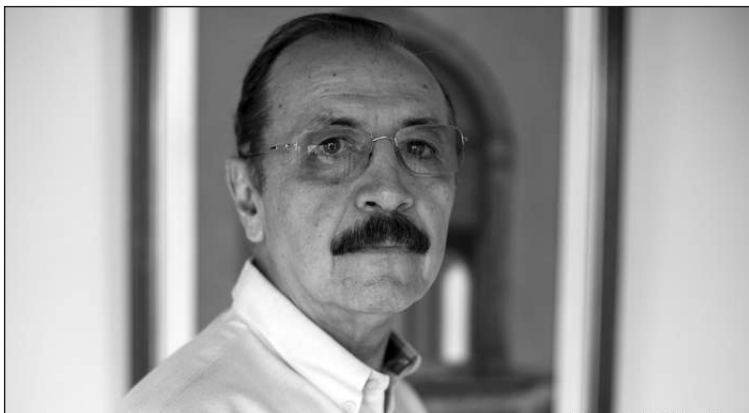
Depuis leur arrestation en mai et juin 2021, les organisations de défense des droits humains et leurs familles alertaient sur le sort des prisonnières et des prisonniers politiques embastillés par le régime Ortega-Murillo afin de continuer d'exercer le pouvoir absolu. À juste titre, comme vient de le confirmer la mort d'Hugo Torres Jiménez.

Le pire était à craindre pour certainEs des prisonnierEs politiques en raison de leurs conditions inhumaines de détention, de leur âge et de leur état de santé. Et le pire s'est effectivement produit : samedi 12 février, nous avons appris le décès en prison du général à la retraite Hugo Torres Jiménez, héros de la révolution, militant historique du FSLN et cofondateur du parti d'opposition Unamos (ex-Mouvement de rénovation sandiniste).

« Comandante uno »

Les circonstances exactes de sa mort restent encore obscures. Le 17 décembre 2021, ses codétenus avaient alerté sur la détérioration de son état de santé. Hugo Torres avait été emmené, non à l'hôpital militaire comme cela aurait été logique étant donné son statut d'ex-militaire, mais à l'hôpital de la police. Il était ainsi maintenu dans une condition de détenu à la merci de ses geôliers. Depuis cette date, plus aucune nouvelle de lui n'avait filtré.

Ironie de l'histoire, et mesquinerie suprême du caudillo Ortega : Hugo Torres faisait partie du commando



DR

qui, en 1974, avait obtenu la libération d'une vingtaine de prisonniers sandinistes, parmi lesquels... Daniel Ortega ! Hugo Torres avait également participé en 1978 à l'assaut contre le Palais national (« Comandante uno » de l'opération), qui avait permis la libération de 50 prisonniers du FSLN, en compagnie notamment de Dora María Téllez (« Comandante dos »), autre commandante de la guérilla, elle aussi emprisonnée, condamnée il y a quelques jours à huit ans de prison. Elle fait aussi partie des détenuEs dont l'état de santé suscite de grandes inquiétudes.

Il s'agit notamment des détenuEs les plus âgés, comme Edgard Parrales, ex-ambassadeur auprès de l'OEA (Organisation des États américains) à l'époque de la révolution, qui a 79 ans. Cette situation doit cesser !

Libération de touTEs les prisonnierEs !

Hugo Torres a dû subir une ultime épreuve et finir sa vie prisonnier d'une nouvelle dictature contre laquelle il s'était élevé, après avoir combattu celle de Somoza les armes à la main dans les années 1970. Nous garderons de lui le souvenir d'un

homme intègre, libre et fidèle à ses convictions.

Nous partageons la douleur de la famille, des proches et des compagnes et compagnons de militance d'Hugo Torres et leur manifestons notre solidarité.

Nous nous joignons à l'appel des proches, des défenseurEs des droits humains et de l'opposition politique et sociale à la dictature pour exiger : – une enquête indépendante sur les circonstances exactes de la mort d'Hugo Torres ;

– la libération immédiate et sans conditions de toutes les prisonnières et de tous les prisonniers politiques (183, au dernier décompte) ; – l'abandon des poursuites menées au nom de lois iniques ; – le rétablissement des droits constitutionnels de touTEs les NicaraguayenEs ;

– de toute urgence, pour tous les prisonnierEs, l'accès à l'équipe médicale de leur choix afin de recevoir les soins appropriés à leur état de santé.

Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua, Comité Nicaragua Occitanie, France Amérique latine, Terre et liberté pour Arauco, Centre Tricontinental – CETRI (Belgique)

Le départ devrait s'étaler sur plusieurs mois. Il sera rendu difficile par les conditions météo. En période d'hivernage, les fortes pluies rendent les routes difficilement praticables. D'autant que la sécurisation des transferts est source d'inquiétude pour l'état-major, et de conflit avec les autorités maliennes. La fin de l'opération Barkhane rend plus problématiques les deux autres missions militaires : la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) et la Force conjointe du G5 Sahel. En effet ces deux structures bénéficiaient de la couverture aérienne de la France, ainsi que du partage de renseignements. Le devenir de l'EUTM (European Union Training Mission) en charge de la formation des militaires maliens se pose également.

Repositionnement de l'armée française en Afrique
 Dans sa déclaration, Macron considère que « *les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies* » pour la pérennité de la mission Barkhane et remet en cause la légitimité du gouvernement malien issu d'un putsch. Il oublie que l'intervention militaire française a été sollicitée en 2013 par le gouvernement de Dioncounda Traoré, issu lui aussi d'un coup d'État¹. Pour l'Élysée, le départ du Mali n'équivaut pas à l'arrêt de la lutte antiterroriste, même si le devenir du dispositif militaire au Sahel est en suspens. Où stationner les militaires français ? Le Mali n'en veut plus, le Burkina Faso n'en a jamais voulu et le président Bazoum au Niger en voudrait bien mais se heurte à l'hostilité d'une grande partie des NigérienEs. Tout le monde a en mémoire l'épisode du convoi des militaires français bloqué par la population. L'idée est donc de déplacer les lieux d'intervention vers le sud. La nouvelle doxa des autorités françaises est le soutien militaire aux pays du

BARKHANE Cachez cette déroute que je ne saurais voir

Après neuf années de présence militaire française au Mali, Macron a annoncé le 17 février la fin de l'opération Barkhane et de la task-force européenne Takuba. Les milliards d'euros engloutis (le coût de Barkhane s'élève à 600 millions d'euros par an) n'auront pas réussi à empêcher un échec cinglant, quoi qu'en disent les autorités françaises.



WIKIMEDIA COMMONS

golfe de Guinée, c'est-à-dire la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et le Togo, menacés par l'expansion du terrorisme sahélien, preuve s'il en est de la défaite de Barkhane.

Les déboires africains de Macron
 Le départ des troupes françaises du Mali, c'est d'abord l'échec de la politique de la France en Afrique sur plusieurs plans. Politique, avec l'arrogance de Macron, qui se permet de convoquer les chefs d'État africains à Pau, comme on convoquerait des sous-préfets, pour qu'ils renouvellent leur allégeance à la France. Mais aussi avec l'organisation du sommet Afrique-France à Montpellier censé définir de nouvelles relations alors qu'aucun officiel africain n'a

été invité. Diplomatie, on songe évidemment aux déclarations de Le Drian à l'encontre du nouveau pouvoir malien ; mais surtout, le Quai d'Orsay s'est obstiné à défendre Ibrahim Boubacar Keïta, le président renversé, pourtant dénigré par des mobilisations populaires qui se sont déroulées durant de nombreux mois. Militaire enfin, avec la certitude que l'opération Serval, qui a précédé Barkhane, avait anéanti les groupes jihadistes, alors qu'elle les avait seulement éparpillés sur l'ensemble de la région sahélienne. L'échec de Barkhane doit être aussi une occasion pour les forces politiques de gauche de tirer les leçons de leur vote et de leur soutien à l'Assemblée nationale pour cette intervention militaire au Mali.

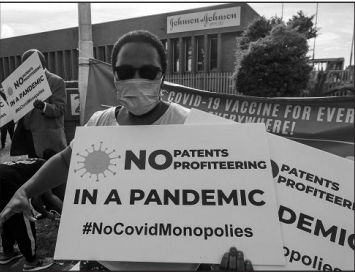
COVID-19 L'UE s'apprête à mettre à la poubelle plus de doses de vaccins qu'elle n'en a donné à l'Afrique

Citant les données d'Airfinity, l'Alliance note que 55 millions de doses de vaccin contre le coronavirus de l'UE seront périmées d'ici la fin du mois. Depuis le début de l'année, l'Union européenne, premier exportateur mondial de vaccins contre le Covid-19, a fait don d'environ 30 millions de doses à l'Afrique, où seulement 11% de la population adulte est entièrement vaccinée deux ans après le début de la pandémie mondiale mortelle.

«Apartheid vaccinal»
 L'Alliance populaire pour les vaccins présente également des données montrant que 204 millions de personnes vivant dans les pays de l'UE ont reçu des rappels, alors que seulement 151 millions de personnes en Afrique ont été entièrement vaccinées. « *La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré au début de la pandémie que le vaccin devait être un bien public mondial* », a souligné Joab Okanda, responsable pour l'Afrique de l'ONG Christian Aid, dans un communiqué mercredi 16 février. « *Pourtant, au lieu de cela, elle s'est assurée qu'il s'agisse d'une opportunité en faveur du profit privé, accumulant des milliards pour les Big Pharma et l'UE, alors que près*

Une nouvelle analyse publiée mercredi par l'Alliance populaire pour les vaccins¹ montre que, d'ici à la fin février, l'Union européenne (UE) devra détruire près de deux fois plus de doses de vaccin contre le coronavirus qu'elle n'en a donné à l'Afrique depuis le début de l'année.

de neuf personnes sur dix en Afrique ne sont pas entièrement vaccinées... C'est une honte », a déclaré Joab Okanda. La nouvelle analyse de l'Alliance populaire pour les vaccins a été publiée un jour avant le début du sixième sommet de l'Union européenne et de l'Union africaine à Bruxelles, jeudi 17 février, une réunion qui intervenait alors que les dirigeants européens et africains restent enfermés dans un conflit tendu sur la question de savoir s'il faut suspendre les protections de la propriété intellectuelle pour les vaccins et les traitements contre le coronavirus. L'Union africaine a exprimé son soutien à une dérogation temporaire aux brevets et aux efforts de transfert de technologie visant à permettre aux pays à faible revenu de produire des vaccins génériques contre le Covid-19 pour leurs populations. Mais depuis plus d'un an, l'Union européenne bloque la proposition de levée des brevets de l'Afrique du Sud et de l'Inde auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui rend furieux les dirigeants africains qui affirment que l'Europe met



DR

en place un système d'«apartheid vaccinal».

«Un coût humain brutal»
 En l'absence d'une renonciation aux brevets et aux techniques de production, les pays africains ont été contraints de s'en remettre à la charité des pays riches en matière de vaccins – un arrangement qui a connu un certain nombre de problèmes graves, notamment l'arrivée de doses proches de leur date de péremption. En novembre, le Nigeria a été contraint de se débarrasser de centaines de milliers de doses de vaccin inutilisées, arrivées d'Europe à quelques semaines de leur date de péremption.

Quelle politique malienne ?
 Le départ des troupes françaises permet aux autorités maliennes d'être plus libres dans leur façon de gérer la crise. Elles peuvent décider de continuer à traiter les problèmes comme par le passé, par la voie militaire, avec l'aide des mercenaires de Wagner. Alors il faudra s'attendre à plus de brutalité contre les civils comme on peut le voir avec les exactions en République centrafricaine. Le Mali s'enfoncera dans une spirale de violence et de déchirements intercommunautaires. L'autre option est de prendre à bras-le-corps les différents problèmes sociaux et économiques des populations sur lesquels se greffent les groupes armés. Cela implique un repositionnement de l'État, l'abandon de l'impunité, une gouvernance qui rompt avec la corruption et une volonté de relance des services publics réellement au service des populations, comme la justice, la santé et l'éducation. Cela implique aussi des négociations décentralisées avec les différents groupes armés, qu'ils soient jihadistes ou non, pour créer un modus vivendi entre les communautés, réhabiliter ou créer des médiations pour résoudre les litiges. C'est une voie difficile qui doit être prise avec les différentes structures qui représentent les populations.

Paul Martial
 1 – Voir hebdo *Tout est à nous!* n°178 du 17 janvier 2013.

CANADA Les locataires menacés par la financiarisation du logement

À l'appel des locataires du 130 Gowan Avenue à Toronto, qui luttent contre une hausse de loyer abusive de leur propriétaire Starlight Investment, des locataires se sont rassemblés le 15 février devant le siège social de l'Office d'investissement des régimes de fonds de pension du secteur public (PSP), au centre-ville de Montréal.

Société de la couronne, PSP est le plus important gestionnaire de fonds pour le secteur public fédéral, qui inclut la fonction publique, la Gendarmerie royale, les Forces armées canadiennes et les Forces de réserve. L'une des avenues privilégiées de PSP est le secteur immobilier, et la société est un investisseur majeur dans Starlight. Le portefeuille immobilier de PSP est d'une valeur de 56 milliards de dollars canadiens [39 milliards d'euros], dont 37,4% dans des résidences pour retraités et des logements.

Droit au logement bafoué
 Une crise du logement sévit dans les villes canadiennes, de Vancouver à Halifax, en passant par Toronto et Montréal. C'est maintenant une lapalissade d'affirmer que le droit au logement est fragile, voire bafoué. En témoignent les nombreux articles et reportages dans les médias qui rapportent des cas de «rénovictions», de hausses de loyers abusives, de reprises illégales, de conversions en condos et le désespoir des locataires dans la course effrénée pour trouver un logement disponible en juillet. Et ce n'est pas l'apanage des grands centres. Parmi les nombreuses causes systémiques du mal-logement, la financiarisation de l'immobilier est peut-être l'une sur laquelle les groupes sociaux ont le moins de prise et qui échappent le plus facilement aux critiques. Pour les fonds d'investissement, le logement est une importante source d'accumulation et de spéculation. Selon un rapport de l'ONU publié en 2017, « *le marché de l'immobilier mondial avoisine 217 000 milliards de dollars dont 75% correspondent à des logements*. » Or, que des firmes d'investissement associées au gouvernement et aux syndicats s'enrichissent aux dépens des locataires est inacceptable. C'est le cas notamment du fond de solidarité FTQ, le plus important fond d'investissement dans l'immobilier au Québec avec quelque 5720 unités résidentielles et qui gère même directement un parc immobilier qui compte quelque 21 sites en location.

Des projets «par et pour la finance»
 De plus en plus, les investissements dans le logement contribuent à éloigner ce dernier de sa fonction sociale. L'exemple de Starlight Investment et de PSP en est flagrant. Le bien-être des locataires se trouve bien bas dans la liste de priorités des gestionnaires ; les rénovations au 130 Gowan ont entraîné des coupures d'eau et de chauffage ; les locataires – qui devaient déjà composer avec le télétravail et l'école à distance – étaient informés de ces coupures dans de courts délais ; finalement, les modifications, principalement esthétiques dans les espaces communs et les façades, visent surtout à justifier des hausses de loyers et à profiter des départs massifs. Et les fonds d'investissement sont loin d'être innocents dans ces manœuvres. Comme le soulignait le rapport du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) publié en 2020, « *les projets sont de plus en plus façonnés par et pour la finance* ». Le rassemblement visait surtout à apporter notre soutien à la lutte des locataires du 130 Gowan à Toronto contre Starlight et PSP. Cependant, nous souhaitons souligner que cette situation est loin d'être unique à Toronto. La crise du logement, exacerbée par la crise sanitaire, menace les locataires dans le monde entier. Dans un contexte où la mobilité est encore plus restreinte à cause des mesures de confinement, la financiarisation ajoute une pression supplémentaire sur les ménages locataires qui devaient déjà composer avec des logements insalubres, des loyers exorbitants et l'insécurité locative. Il est inacceptable que l'investissement des fonds de pension publics contribue à la détérioration des conditions de vie des locataires.

CorrespondantEs



POUR UN AUTRE MODÈLE AGRICOLE!

La concentration du secteur agricole se poursuit. Le nombre de fermes diminue (2,3 millions d'exploitations en 1955, 440 000 en 2016) et leur taille augmente, cela provoque une catastrophe sociale, économique et environnementale. Toujours moins de travailleurEs de la terre, toujours plus de technologies industrielles (mécaniques, numériques, chimiques), tout cela dégrade la qualité de vie des agriculteurEs. Dans le même temps, l'industrie agroalimentaire, rongée par la concurrence et le productivisme, minée par la surproduction entraînant des licenciements, continue de produire des aliments de qualité médiocre au travers d'un processus industriel dévastateur. L'utilisation massive de produits chimiques, notamment dans l'élevage intensif, stérilise les sols, pollue l'air, l'eau des rivières et du littoral (les marées vertes)

Relevons le défi de tout résoudre à la fois!

Nous avons besoin d'une agriculture paysanne à taille humaine, créatrice d'emplois, reprenant la terre aux machines, produisant des aliments de qualité, respectueuse de l'environnement et intégrant les limites de la planète. Une agriculture planifiée, contrôlée démocratiquement par les producteurEs et les consommateurEs, contribuant à un aménagement maîtrisé des territoires. Une industrie de la transformation, basée sur la proximité, la qualité, le respect des conditions de vie des personnes qui y travaillent, qui donne du sens à leurs métiers. Instaurer un tel modèle imposera de lutter, aux côtés des travailleurEs de la terre, des salariéEs de l'agro-alimentaire, des populations des campagnes et des villes. **ToutEs ensemble, pour en sortir, nous devons rompre avec le modèle productiviste capitaliste!**
Dossier réalisé par la Commission nationale écologie du NPA

TABLE RONDE SUR L'AGRICULTURE, À L'INITIATIVE DU NPA, LE 18 FÉVRIER 2022 À ROSTRENEN (22)

Ce n'était pas gagné, mais nous l'avons fait! Rassembler des acteurs et actrices de terrain, paysanEs, chercheurEs, journalistes, militantEs associatifs, pour échanger, entre elleux, et avec le NPA et Philippe Poutou, sur la situation de l'agriculture en Bretagne, sans tabous, sans a priori, sans langue de bois...

Pendant deux heures, nos invitéEs, Yves-Marie Le Lay, militant associatif (le symptôme, les algues vertes), Inès Léraud et Morgan Large, journalistes (le système qui mène à ça), Jules Hermelin, paysan anthropologue (la fuite en avant du monde paysan), Jean-Claude Balbot, militant paysan (la sécurité sociale de l'alimentation) et Michel, paysan du NPA (une vision anticapitaliste d'une agriculture paysanne), ont exposé leurs points de vue, échangé, discuté, répondu aux questions de la salle, et construit ensemble un discours partagé à partir de leurs analyses propres.

Quand il a fallu arrêter, parmi la quarantaine de personnes présentes, tout le monde avait le sourire! Les intervenantEs, convaincuEs d'avoir exprimé l'essentiel, le public, ravi d'avoir bénéficié des éclairages toujours pertinents, souvent brillants, de la tribune, les militantEs du NPA et Philippe Poutou, conscientEs d'avoir participé à un moment important de construction d'un savoir collectif... et d'avoir tant appris!

Un travail à continuer, une expérience à reproduire. Philippe l'a dit, le soir, au meeting de Brest, parlant de la table ronde: «Il y en a, de l'intelligence à partager, dans notre camp social»!

Ci-dessous l'intervention de Michel, camarade paysan du NPA.

Nous ne sommes pas des donneurs de leçons, nous n'avons pas toutes les solutions, mais il y a une chose dont on est sûrs, c'est qu'il faut rompre radicalement avec ce système capitaliste. Comment rester muet, comment ne pas être révolté devant tant d'injustice?

Rompre avec le capitalisme!

Seule une petite minorité profite du modèle Macron, et l'agriculture n'échappe pas à la règle. Ce système productiviste fait le malheur de beaucoup. Si tu ne te bats pas contre ton voisin, tu es foutu! Ce n'est que concurrence et chacun pour soi! Le nombre de paysanEs s'effondre et les déserts ruraux s'agrandissent. Il y avait un slogan, dans les années 1970: «*Moins de terrain, plus de voisins!*» Cela semble d'un autre monde aujourd'hui, où sont passés les voisinEs? Le métier se ferme et se referme sur lui-même, la désespérance

profite aux choix racistes et fascistes! Le renouvellement des générations ne se fait plus. Les femmes quittent les fermes pour chercher un revenu extérieur. Le foncier va agrandir les fermes-usines. Enfin les aides, les fameuses aides, sont à l'hectare, pas à l'actif. Le capitalisme est installé et dicte sa loi. Seul un modèle anticapitaliste de rupture peut briser cela!

Une agriculture ouverte à toutes et tous

Ouvrons l'agriculture à touTEs, issus ou pas du milieu agricole et créons les outils d'émancipation paysanne. Ce ne sont pas les aides qui sauveront le monde agricole, c'est le monde agricole qui se prend en main! Ces nouveaux outils d'émancipation concernent la production, la transformation et la commercialisation (ça, c'est innovant!) à l'image des fruitières, en montagne, qui ont su garder leur identité, leur savoir-faire et

leur rémunération. Il faut aussi l'égalité hommes-femmes dans l'agriculture.

Un statut nourricier

La terre agricole doit être protégée de toute spéculation et devenir un héritage pour l'humanité. Le travail agricole est contrôlé pour préserver cet héritage, la mise à disposition du foncier se fait par un bail de carrière révocable sous contrôle citoyen.

De nouvelles façons de travailler, collectives (ou pas), sont à inventer. Faisons confiance à ces nouveaux acteurs, jeunes (ou pas). Un bail de carrière, pour court-circuiter le poids du foncier qui plombe la trésorerie de chaque génération à l'installation et engraisse le système bancaire.

Transformation

À Rostrenen, ils savent de quoi je parle, ils ont gardé leur abattoir! Pour valoriser et garder la plus-value chez nous, ce sont des outils

collectifs loués à la prestation, qui emploient des professionnelEs de l'agroalimentaire, des outils ou un savoir-faire, et la qualité des produits porteront la fierté des métiers de l'agroalimentaire, des conserveries de légumes et viande pour gérer les productions saisonnières.

La commercialisation

Cette étape-clé a été volée aux producteurs au profit de la grande distribution! C'est dans la formation professionnelle et dans l'inventivité des acteurs, des structures nouvelles au plus près des consommateurs, que ce lien producteur consommateur doit se renforcer. La sécurité sociale de l'alimentation rend accessibles les produits et rémunère les producteurs¹.

Pour une agriculture sur un modèle anticapitaliste, féministe, antiraciste et internationaliste!

Retrouvez la vidéo de la table ronde sur notre site
 1 – Voir notre dossier dans l'*Anticapitaliste* n°602.

DÉFENSE DES TRAVAILLEUR·E·S DE LA TERRE

L'agro-industrie surexploite les ouvrierEs agricoles, en particulier les saisonnierEs, main-d'œuvre souvent étrangère (travail à la tâche, cadences élevées, infractions à la réglementation, dispositifs de migration temporaire qui ouvrent la voie à des formes de servage).

Un revenu, c'est un dû !
À qualification égale, unE paysanE ne doit pas gagner moins qu'unE salariéE. Aucun revenu inférieur au SMIC (1800 euros net). Pour financer ces mesures, pour aider celles et ceux qui transforment leurs pratiques en faveur de l'environnement

Le nombre des agriculteurEs est passé de 7,4 millions d'exploitantEs agricoles en 1946 à 400 000 en 2019 (les 3/4 sont des hommes). Les politiques agricoles successives ont poussé les paysanEs à produire plus à coups de chimie et de mécanisation, à s'endetter, à se concurrencer.

et du bien-être animal, pour soutenir les fermes créatrices d'emplois, l'argent de la PAC doit être réparti autrement. Il faut aussi des moratoires sur les dettes qui acculent au désespoir les petitEs et moyenEs exploitantEs, des prix garantis et des quotas de production. Nous soutenons les propositions de la Confédération paysanne pour des prix justes et stables ; des aides spécifiques prenant en compte l'emploi et rétribuant les

fonctions sociales, sociétales et environnementales de l'agriculture paysanne ; la création d'un fonds professionnel permettant de faire face aux situations de crise.

Pour la santé, pour l'emploi
La reconversion vers l'agroécologie paysanne est indispensable. Les travailleurEs de la terre sont les premières victimes des traitements chimiques. La préservation de leur santé impose

de cesser d'utiliser la chimie et de favoriser la biodiversité, bien meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs. Une politique agricole et agroalimentaire écosocialiste peut offrir aux salariéEs de la filière des emplois nombreux, utiles, correctement rémunérés. Selon différentes études et scénarios, entre 100 000 et 250 000 emplois pourraient être créés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche d'ici 2030.



MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT !

L'AGRICULTURE QUE NOUS VOULONS

L'agriculture indispensable à nos vies doit être en lien avec les questions politiques, sociales et environnementales. Les modèles agricoles anticapitalistes et écosocialistes peuvent répondre aux enjeux actuels tout en cherchant à diminuer au maximum les effets néfastes des activités humaines sur les écosystèmes.

APRÈS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

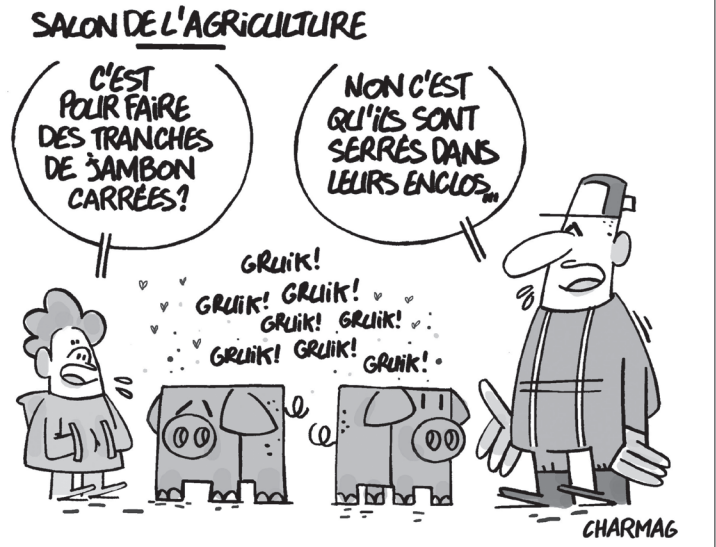
Souffrance au travail
Loin d'épargner ses salariéEs, l'agriculture est le secteur qui enregistre le plus grand nombre de maladies professionnelles. Aux troubles musculo-squelettiques dus au travail répétitif, physiquement pénible – trop chaud ou trop froid, charges lourdes, postures difficiles... – et à la pression du rendement, s'ajoutent les intoxications comme celles dont ont été victimes les salariéEs de Triskalia, la souffrance morale et éthique dans les abattoirs et les élevages industriels.

Des groupes tout-puissants
Si le secteur met en avant ses nombreuses PME, ceux qui comptent sont les groupes comme Danone, Lactalis et Pernod-Ricard ou encore Avril et Agrial, qui n'ont de coopératif que le nom. Ces mastodontes tout-puissants ont modelé un système qui rend des régions entières, dans lesquelles ils se livrent au chantage à l'emploi, dépendantes de leur bon vouloir. Il n'y aura pas de solution sans le démantèlement de leur

L'industrie agroalimentaire est l'un des premiers secteurs industriels, un gros exportateur, un gros employeur (460 000 équivalents temps plein). Elle structure le modèle agricole, dicte ses conditions scandaleuses aux paysanEs et modèle la distribution et l'essentiel de l'alimentation. Elle est aussi un gros pollueur.

mainmise et la reconstruction du tissu économique de proximité qu'ils ont détruit.

Des alternatives
De nombreuses expériences locales, de circuits courts de distribution ou d'ateliers de transformation au plus près des lieux de production, existent. Des communes mettent en place du maraîchage municipal alimentant en produits bio et locaux les crèches, cantines scolaires, portage de repas à domicile... Ailleurs ce sont des marchés, voire des super-marchés alternatifs qui se créent. Des initiatives prometteuses qui restent aujourd'hui à une échelle trop réduite pour avoir un impact global. La sécurité sociale de l'alimentation¹ offre une alternative, une perspective de transformation non-capitaliste. Autant

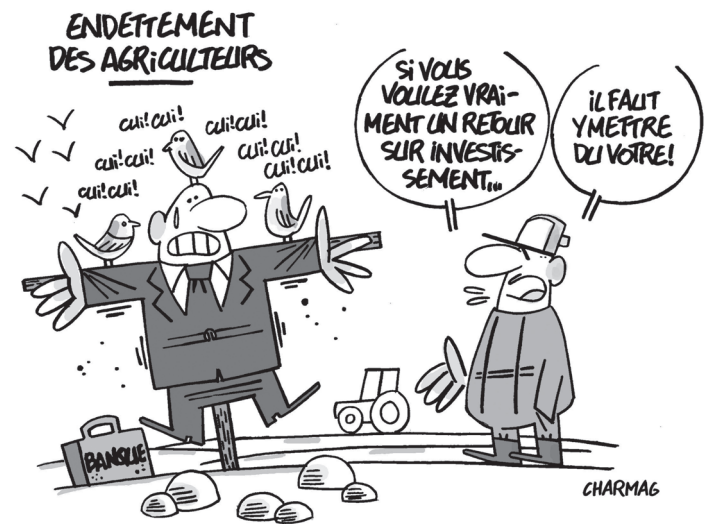


de propositions qui assureraient aux (ex)saliéEs de l'agrobusiness des reconversions dans des emplois nombreux, riches, utiles, correctement rémunérés.
1 – Voir notre dossier dans L'Anticapitaliste n°602.

LES TERRES CULTIVABLES, UN ENJEU STRATÉGIQUE

Artificialisation
La sonnette d'alarme est tirée depuis des décennies sur l'artificialisation et l'accaparement des terres agricoles. Les grands projets inutiles imposés (citons les data centers, les entrepôts démesurés de la grande distribution et maintenant les centrales photovoltaïques) ainsi que le développement des lotissements de maisons individuelles et autres contournements autoroutiers contribuent inexorablement à la diminution de leur surface. S'ajoute à ce tableau alarmant, le phénomène plus récent d'achat de milliers d'hectares agricoles par de grandes entreprises, à des tarifs inaccessibles aux paysanEs. L'objectif de ces consortiums, enseignes de la grande distribution, leader de l'agroalimentaire ou du secteur cosmétique, est un contrôle de l'activité agricole : une dépossession à grande échelle.

Gestion opaque...
Les SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), censées redistribuer le



foncier agricole en faveur des agriculteurs, au fonctionnement très opaque, ne jouent plus leur rôle depuis longtemps. Faisant suite à un rapport parlementaire de 2018, la loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole, adoptée en décembre 2021, dénoncée comme totalement inefficace par les organisations

paysannes et écologistes, n'a pas modifié cette logique.

Résistances !
De nombreuses luttes, dans la dynamique de l'appel « Les soulèvements de la terre », mettent en pratique, par une occupation, la réappropriation collective des terres pour décider de leur devenir : jardins ouvriers au nord de

Paris, zones naturelles le long de l'estuaire de la Loire, association Lurzaindia au Pays basque... partout des zones à défendre s'organisent. L'expérience inspirante et efficace de propriété collective et autogérée du Larzac, depuis 50 ans, attire de jeunes générations prêtes à reprendre le flambeau. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement a refusé ce modèle, dont la propriété privée est absente, à Notre-Dame-des-Landes.

Pour la terre comme bien commun
La mise en œuvre des outils de maîtrise publique du prix du foncier, l'imposition d'une transparence et de la démocratie dans sa gestion sont nécessaires mais pour nous insuffisantes : il faut aller vers une gestion collective du foncier traitant la terre comme un bien commun, associant droit d'usage et devoir de prendre soin. Celles et ceux qui la travaillent, les paysanEs, pourraient alors avoir un statut de salariéEs, de membres d'une coopérative ou d'indépendantEs.

Sortir l'agriculture du capitalisme
Le NPA défend une agriculture qui pourrait nourrir sainement et suffisamment la population de manière diversifiée, suivant les saisons, permettre aux paysanEs de vivre de leur travail avec un vrai revenu, de lutter contre le réchauffement climatique et de participer à l'aménagement des territoires. Dans le cadre de la société agroécologique à laquelle nous aspirons, une société basée sur l'échange et le partage, chacunE pourrait aussi cultiver légumes et fruits, dans des espaces même petits, urbains (jardins ouvriers, partagés...). Ces petites récoltes permettraient de nous reconnecter au cycle des saisons. Pour ce faire, il faut revoir l'accès à la terre et avoir du temps libre, donc nous posons la nécessaire réduction du temps de travail.

Penser autrement l'agriculture
Nous faisons partie des écosystèmes. Nous devons travailler avec eux plutôt que les voir comme des adversaires voire des ennemis. Là aussi, la révolution

est nécessaire. Les travaux des chercheurEs, l'expérimentation et l'expérience de millions de paysanEs dans le monde, mais aussi les impératifs de la crise écologique donnent des pistes pour les changements profonds à opérer. La bonne santé des sols doit être au centre de l'activité agricole pour favoriser la biodiversité, la santé, le climat. Penser « écosystème » impose de revoir la notion de « nuisibles », d'équilibre, de relation à la terre. L'agriculture industrielle a cassé les équilibres. Par exemple, les monocultures, les élevages industriels sont à la merci de pathogènes qui n'ont plus de prédateurs. Nombre de pandémies démarrent ainsi (grippe aviaire...). L'agriculture bio est un impératif, mais on ne peut accepter les hectares de serres chauffées, les productions ou élevages qui reposent sur le travail d'ouvrierEs agricoles esclavagiséEs, ou encore les élevages hors-sol dont les aliments viennent de l'autre bout du monde.

De nouvelles pratiques à instaurer
Interdire l'élevage intensif. Limiter au maximum les intrants, interdire les intrants chimiques et les OGM. Employer des techniques qui maintiennent un sol vivant. Limiter la taille des exploitations, gérer le foncier démocratiquement et dans la transparence. Développer des circuits courts (de production, transformation et distribution), avec des ateliers de fabrication et des marchés locaux. Développer l'agriculture vivrière permettant la souveraineté alimentaire. Combiner cultures, pâturages et arbres, meilleurs pour la biodiversité et le climat.

LA PÊCHE

Les techniques de surpêche sont désastreuses pour les réserves de poissons et la biodiversité marine. Les dérives de l'aquaculture, le traitement du poisson, les conditions de travail des employéEs, les méthodes de vente des magasins, l'impact sur les consommateurs, ou encore la pollution... sont les symptômes d'un système où la rentabilité règne à tout prix. Ajoutons à cela l'acidification des océans, en hausse de 30 % depuis le début de la révolution industrielle, et l'augmentation de la température des eaux, les conséquences sont catastrophiques pour la vie marine, donc pour la pêche qui est une ressource essentielle à la vie de nombreuses populations des régions côtières ainsi qu'aux 25 millions de pêcheurs et aux 100 millions de familles liées à la pêche artisanale.

LES NÔTRES

Régine Lorentz nous a quittés



DR

Notre camarade Régine Lorentz vient de décéder. Elle et son compagnon Alain avaient adhéré à la LCR à l'époque de l'intégration du groupe VDT venant de LO. Nous sommes nombreux et nombreuses à avoir milité avec eux pendant des années sur le Grand Parc, quartier populaire de Bordeaux Nord. Leur présence a contribué à y développer l'influence de la LCR puis du NPA. Malgré les difficultés de santé et de déplacement de Régine, nous nous retrouvions dans les manifs syndicales et Gilets jaunes. Nous n'oublierons pas son franc-parler, son rire, sa bonne humeur... et ses analyses de classe bien senties, en accord avec le sentiment religieux qui l'animait. Nous nous associons à son compagnon Alain et à sa famille, ses enfants et petits-enfants dans ces moments terribles.

Ses amiEs et camarades de Bordeaux



l'Anticapitaliste la revue

Le n°133 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

TRANSPORTS

Après la grève de la RATP, la nécessité d'un mouvement d'ensemble pour les salaires!

Les piquets de grève se sont organisés sur les dépôts et ateliers vendredi 18 février avant la levée du jour. Ils étaient les points de rendez-vous pour rejoindre Val-de-Fontenay où avaient lieu les négociations annuelles obligatoires (NAO). Dès huit heures du matin, plusieurs centaines d'habituéEs du réveil matinal, armés de mégaphones, ont chanté sous les fenêtres de ceux qui les mettent à la diète.

Ridicule augmentation

Quelques jours auparavant, la direction avait annoncé une augmentation de 2,7 % sur l'action sociale, qui aurait dû se traduire par une augmentation en proportion sur les salaires. Mais c'était un mensonge. Ces fins comptables ont ajouté à leur calcul toutes les avancées de carrière ainsi que l'accord d'intéressement. La véritable augmentation est de 0,4 % : bien en-dessous de l'inflation officielle et sans aucun rapport avec les résultats du groupe RATP (une multinationale bien plus grande que la seule régie parisienne).

Un mensonge de ce type c'est une insulte, la goutte d'eau qui a fini de mettre en colère la base des salariéEs, déjà confrontéEs depuis des mois aux pressions sur les rythmes et conditions de travail sur fond d'ouverture à la concurrence. Huit lignes de métro complètement fermées, les RER A et B à la peine, de beaux piquets sur les dépôts de bus – celui de Lagny dans le 20^e arrondissement a renoué avec l'ambiance incomparable de la grève de l'hiver 2019-2020, et les ouvrierEs des ateliers en grève massive (75 % à l'atelier de Saint-Ouen). Les grévistes se sont invités en rangs serrés dans la salle de réunion aseptisée du troisième étage où avait lieu la « négociation ». Un envahissement qui a mis la direction aux prises avec les salariéEs et pas seulement les dirigeants syndicaux. Les grévistes ont fermement exposé leurs difficultés et revendications, de quoi défriser le brushing d'Agulhon, numéro deux de l'entreprise. Ceux qui ont

cru pouvoir faire la sourde oreille se la sont fait bruyamment tirer.

La colère est profonde

Cette première journée de grève n'est qu'un début. La colère est profonde. Les discussions entre collègues étaient centrées sur le coût de la vie, et il ne risque pas de baisser de sitôt. Cette colère rejoint ainsi celle des Transports en commun lyonnais en grève il y a peu, ainsi que celle de nombreux travailleurEs d'autres secteurs qui revendiquent eux aussi des augmentations de salaires. Et avec des victoires ! Comme cela a été le cas à I.S.S., sous-traitant du nettoyage de l'usine PSA Poissy, à Arkema, entreprise de chimie de la banlieue lyonnaise, où les grévistes ont arraché des dizaines d'euros supplémentaires sur leur fiche de paie. Ou encore, pour ne parler que des grèves en cours, la semaine dernière à Bonduelle, Lustucru, Alsthom, Dassault Aviation ou BioMérieux (un patron



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

corona-profiteur de l'industrie pharmaceutique). Le patronat du transport pleure depuis des mois sur la « pénurie » de main-d'œuvre – provoquée, rappelons-le, par d'inacceptables conditions d'embauche. C'est donc

l'occasion d'inverser le rapport de forces en faveur des travailleurEs pour obtenir de vraies augmentations, celles qui permettent, à minima, de rattraper l'inflation. Et mieux encore !

Si les organisations syndicales n'ont pour l'instant pas l'air très pressées d'appeler à la suite de la mobilisation, il ne faudra pas attendre leur coup de sifflet pour s'organiser. Malgré le projet de mise en concurrence des travailleurEs du transport, le patronat et le gouvernement pourraient se retrouver avec une bonne grosse aiguille dans le pied, car les travailleurEs de la Régie, forts de leur expérience à l'avant-garde du mouvement contre la réforme des retraites qui avait fait reculer le gouvernement, ont à nouveau contribué, à leur manière explosive et surprenante, à mettre à l'ordre du jour la lutte d'ensemble sur les salaires, par la grève, pour arracher les 400 euros par mois qu'il nous faut !

Correspondant

SALAIRES Grève à BioMérieux (région lyonnaise) : ça continue!

La grève à BioMérieux, commencée le mercredi 9 février, en était lundi 21 février à son 9^e jour.

BioMérieux, leader mondial du diagnostic médical, produit entre autres des réactifs pour les tests covid qui se sont vendus comme des petits pains au cours de la pandémie. Ses bénéfices se sont chiffrés en centaines de millions d'euros ces dernières années. Comme à son habitude, la boîte n'a pourtant proposé qu'une petite prime exceptionnelle et une augmentation de salaire dérisoire lors des dernières négociations annuelles obligatoires. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Environ 80 salariéEs de la production du site de Craponne

se sont mis en grève pour réclamer 300 euros d'augmentation pour touTEs !

L'extension à Craponne...

Depuis, la grève n'a cessé de s'étendre. À Craponne d'abord, où le piquet de grève, très visible à l'entrée de l'usine, avec barnum, barbecue, braser, sono, a donné envie à quelques dizaines d'hésitantEs de rejoindre la grève. D'autant plus que les grévistes n'hésitent pas à arrêter les voitures entrant sur le site pour essayer de convaincre leurs collègues qui s'apprentent à prendre leur poste (ou qui en sortent) à venir les rejoindre : « Et toi, tu es satisfait de ton salaire ? Parce qu'on se bat pour 300 euros ! C'est maintenant ou jamais ! » Tout cela dans la joie et la bonne humeur, sans aucune amertume envers les collègues récalcitrants.

... et à Marcy-l'Étoile

La grève s'est aussi étendue sur le site de Marcy-l'Étoile, voisin de sept kilomètres. Quelques salariéEs de production de Marcy ont répondu à l'appel de Craponne dès les premiers jours. Ensemble, en assemblée générale, les grévistes ont décidé de stratégies pour aller débrayer Marcy. Des équipes se sont formées pour se rendre à l'entrée de la boîte à 4 h 45, à l'embauche de l'équipe du matin et à la sortie de l'équipe de nuit. Le jeudi 17 février, il a même été décidé de déplacer le piquet de grève à Marcy pour faire la démonstration que cette grève n'était pas celle de Craponne mais celle de touTEs les salariéEs de BioMérieux prêts à se battre pour arracher de vraies augmentations de salaire. La direction, en effet, n'a pas manqué de passer dans les services pour tenter de dissuader les salariéEs, comme elle l'avait fait à Craponne : « avec l'intéressement et la participation, les augmentations ne sont pas si petites que ça... » « si vous n'arrivez pas à boucler vos fins de mois, c'est que vous ne savez pas gérer votre budget »,

POUVOIR D'ACHAT L'inflation galope, les actionnaires se protègent : il faut augmenter les salaires

Près d'unE salariéE sur deux fixe le revenu minimum pour vivre décemment à 1789 euros par mois ; un quart à au moins 2 000 euros. C'est le résultat d'une enquête réalisée par le syndicat UNSA auprès de 40 000 salariéEs.

D'après les derniers chiffres publiés par l'INSEE, les prix des biens nécessaires à la consommation courante continuent de déraiper. Sur un an (entre janvier 2021 et janvier 2022), les prix de l'énergie progressent en moyenne de 19,9 % — 24 % pour les produits pétroliers, 3,9 % pour l'électricité et 50 % pour le gaz. Ceux du transport ferroviaire augmentent de 6,8 %. Pour l'alimentation, les prix des produits frais progressent en moyenne de 4,0 %, les prix de la viande sont à + 2,0 % et le pain à + 3,3 %. Soit une moyenne de + 2,9 % pour l'ensemble des prix.

Ils ne comprennent que le rapport de forces

L'enquête de l'UNSA montre que, face à cette situation, l'augmentation de tous les salaires, l'encadrement du prix des loyers et des produits de première nécessité, ou la diminution des taxes sont les réponses les plus mises en avant par les salariéEs. On est bien loin des « astuces » gouvernementales et patronales pour éviter de répondre à ces exigences légitimes : primes, intéressement, augmentations individualisées... Toutes mesures qui ont comme caractéristique



commune d'apporter temporairement quelques dizaines d'euros de plus mais ne garantissent rien pour l'avenir. Les patrons bloquent sur les augmentations générales sauf lorsqu'ils sont confrontés à des grèves. C'est ainsi que les salariéEs de Cora ont pu obtenir une augmentation de tous les salaires d'au moins 2,8 % (soit le niveau de l'inflation à fin 2021). « On est contents, même si c'est loin des 5 % qu'on demandait. Mais si on ne s'était pas mobilisé, c'est sûr qu'on aurait eu 0,5 % ou 1 %, comme d'habitude », souligne dans le Monde Julien Aquilina, délégué central CGT. Les salariéEs de la

RATP ont fait grève le 18 février : la direction ne propose que 0,4 % d'augmentation générale (mais met en avant des hausses individuelles). Face à la grève, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal, a déclaré sur BFM : « J'avoue, je ne comprends pas ces grèves ». Nouvelle démonstration que ces gens-là ne comprennent que le rapport de forces.

« Geler les prix, pas les pauvres »

Grands patrons et actionnaires ont des moyens de faire respecter « en douceur » leur garantie de rémunération et de dividendes. Si leurs coûts augmentent, ils augmentent

les prix (ou bien suppriment des emplois et font travailler plus intensément celles et ceux qui restent). L'inflation est d'une certaine façon une forme de la lutte des classes sur le terrain économique. Les salariéEs n'ont aucune raison d'en faire les frais.

En Grande-Bretagne, le problème est le même : « Les classes ouvrières ne devraient pas payer pour une crise qu'elles n'ont pas créée », a déclaré Laura Pidcock, secrétaire nationale de People's Assembly, une organisation anti-austérité. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes contre la hausse des prix. À Londres, des manifestantEs appelaient à « geler les prix, pas les pauvres », allusion à l'augmentation des factures qui conduisent des ménages à bas revenus à renoncer à se chauffer. La question du pouvoir d'achat est centrale pour les salariéEs, le retraitéEs, les jeunes. Il faut non seulement le maintenir mais imposer une hausse des revenus jusqu'à un minimum de 1800 euros par mois (soit à peu près ce qui est demandé par la majorité des personnes interrogées par l'UNSA). C'est un des axes forts de la campagne de Philippe Poutou, aussi bien dans les meetings que dans ses rencontres avec des salariéEs dans les entreprises.

Henri Wilno

RENNES Puma sponsorise l'association israélienne de foot, boycottons Puma

Avec une petite semaine de retard par rapport aux autres initiatives du même type, c'est le samedi 19 février qu'à Rennes plusieurs collectifs et partis, dont bien sûr le NPA, ont appelé à un rassemblement et une diffusion massive de tracts devant une importante enseigne de chaussures de sport pour dénoncer Puma, cette marque qui sponsorise la fédération israélienne de football.

Dans une situation d'apartheid dénoncée de plus en plus largement (Amnesty International dernièrement), les entreprises comme les institutions doivent se désolidariser de l'État colonial israélien.

Puma doit cesser sa complicité avec Israël

Nous avons ainsi pu discuter avec des clientEs, les incitant à ne pas acheter cette marque mais aussi avec les gestionnaires de la boutique, les enjoignant à faire remonter à la direction nos

protestations. Que plusieurs sportifs de renom du foot, du basket, de la boxe... aient publiquement pris position contre Puma est un soutien dans ce type d'action. La campagne BDS revêt plusieurs formes (de la résistance locale aux mobilisations internationales, en

passant par le combat syndical) et plusieurs combats qu'il faut mener conjointement : dans la dénonciation des produits israéliens, celle des institutions, des grandes entreprises, des projets culturels ou des partenariats académiques... Puma doit immédiatement cesser sa complicité avec ce régime d'apartheid et arrêter d'y associer sa marque. Tant que les droits nationaux et démocratiques des PalestinienEs seront bafoués, le NPA poursuivra la campagne de boycott de l'État d'apartheid israélien.

Correspondant

« de toute façon les NAO sont fermées, on ne les rouvrira pas... ». Peine perdue puisqu'une soixantaine de salariéEs de Marcy sont venus grossir les rangs des grévistes !

Un comité d'organisation de la grève

Pour organiser le quotidien du piquet de grève, les stratégies d'extension, la communication avec la presse et les soutiens extérieurs, les grévistes ont nommé un comité d'organisation de la grève. Composé d'hommes, de femmes, syndicalistes ou non, de Marcy et de Craponne, celui-ci reflète bien la grève. Le comité organise et propose mais c'est l'assemblée générale qui décide. Comme lors de la première rencontre avec la direction, vendredi 18 février. L'AG a nommé 5 représentants qui sont allés écouter la direction qui leur proposait de mettre fin au conflit en échange d'avancer les négociations sur certaines primes et d'un chantage sur l'intéressement. Ils sont venus, ils ont réaffirmé qu'ils voulaient du salaire et rien d'autre et sont retournés en rendre compte à l'AG.



NPA

Des perspectives réjouissantes

En cette troisième semaine de grève, les grévistes se sont donc dotés d'un fonctionnement quotidien solidaire, d'instances d'organisation démocratiques, avec 200 grévistes environ dont un noyau dur d'une

centaine très déterminés : de quoi tenir longtemps... Jusqu'à la victoire ? Une chose est certaine : le gain en matière de fierté, de solidarité et d'auto-organisation des travailleurEs, lui est déjà acquis !

Correspondants



COORDINATION NATIONALE FÉMINISTE Reconstruire un mouvement féministe auto-organisé, unitaire, radical et massif

Les 22 et 23 janvier, plus de 300 personnes, représentant une centaine de collectifs féministes de toute la France métropolitaine, se sont réunies à Rennes.

L'objectif : consolider et développer les liens entre militantEs féministes, s'entraider dans nos militantismes quotidiens, débattre de nos orientations politiques et stratégiques, décider d'actions communes, élaborer une plateforme de revendications.

L'enjeu : prendre au sérieux la possibilité de l'émergence d'un mouvement féministe de masse, unitaire, radical et inclusif, qui s'approprie et s'affronte tout à la fois aux questions du sexisme, du racisme et du capitalisme. La méthode : le débat démocratique, l'auto-organisation, l'implantation locale dans les villes et villages, sur les lieux d'étude et de travail, le lien au mouvement ouvrier et social et le développement de l'outil de la grève féministe.

Cette rencontre a été un succès, deux jours de débats et de rencontres, en plénière et en ateliers, sur des thèmes comme la construction du 8 mars, la stratégie révolutionnaire, la lutte contre l'extrême droite, le syndicalisme, la transphobie, le validisme, l'antiracisme. La coordination a adopté un texte de sortie de rencontres, appelant à la construction de la grève féministe pour ce 8 mars et les suivants, interpellant en particulier les structures syndicales à prendre au sérieux l'émergence de cette nouvelle génération féministe.

Les faiblesses du mouvement féministe français organisé

La France a elle aussi été fortement impactée par le mouvement MeToo, on pense notamment à l'émergence du mouvement des colleuses, la massivité des manifs du 25 novembre contre les violences sexistes et sexuelles, la mobilisation dans les collèges et lycées pour défendre la liberté de s'habiller comme on le souhaite ou encore la lutte contre l'interdiction du port du voile dans la pratique du sport en club. Cet intérêt renouvelé pour le féminisme s'est aussi traduit dans les mouvements sociaux par la mise en avant des discriminations de genre, comme on a pu le voir chez les Gilets jaunes ou dans les mobilisations des hospitalierEs.

Pour autant, le mouvement féministe organisé n'a pas su s'appuyer sur ces luttes pour franchir le cap de mobilisations éparpillées à la construction d'un mouvement féministe de masse, organisé en continu toute l'année. En cause, les divisions importantes du féminisme français depuis le début des années 2000, en particulier sur le port du voile et le travail du sexe, et le manque d'implication des syndicats dans la construction de la grève féministe qui permettrait pourtant de faire le lien avec le reste du mouvement ouvrier organisé.

Un espace d'auto-organisation pour un féminisme de masse et de lutte

De ce point de vue, la construction de la coordination nationale féministe, qui se réunit depuis 2020, est un véritable espoir. Se positionnant clairement contre le racisme et la transphobie qui peuvent exister dans certains courants du mouvement féministe, affirmant la nécessité de construire un féminisme ancré dans les classes populaires, et s'appuyant sur les collectifs locaux et le débat démocratique, elle pose les bases d'un outil féministe en capacité de construire un véritable rapport de forces contre le gouvernement et le patronat. Nous encourageons les collectifs et assemblées féministes à la rejoindre et les militantes syndicales à la contacter. Les prochains rendez-vous : ce 8 mars pour la grève féministe puis de nouveau pour des rencontres du 13 au 17 juillet 2022.

Aurore, Liza et Louise



Agenda

Jeudi 24 février, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue – porte-parole de Philippe Poutou et Selma du NPA-Jeunes, Aix-en-Provence. À 18h, salle Voltaire, 11, rue des Muletiers

Vendredi 25 février, Philippe Poutou dans le Tarn. À 16h, réunion publique salle communale à Vaour. À 20h meeting, maison de quartier de Cantepau, 50, avenue Mirabeau à Albi.

Vendredi 25 février, meeting de soutien à la campagne Poutou, Reims. À 18h, au bar Ma bouteille s'appelle reviens, 19, rue de la Magdeleine.

Vendredi 25 février, réunion publique du NPA avec Armelle Pertus – porte-parole de Philippe Poutou, Bégard. À 20h, salle du Temps libre, rue de Guingamp.

Mardi 1^{er} mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lyon. À 19h, CCVA Villeurbanne, 234, cours Zola, M° Flachat.

Jeudi 3 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angers. À 20h, salle du Doyenné, 56, bd du Doyenné (Près du Chabada).

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Le Mans. À 20h, salle Barbara, arrêt Saint-Martin.

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA sur la Santé, Tours. Avec Franck Prouhet, médecin et membre de la commission santé du NPA. À 20h, au centre de vie du Sanitas.

POUTOU2022.ORG - NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - L'ANTICAPITALISTE.ORG

GESTION CALAMITEUSE DE LA PANDÉMIE

HÔPITAUX ABANDONNÉS

VIES MISES EN DANGER

LIBERTÉS BAFOUÉES

Réunion publique

avec Franck Prouhet - médecin et membre de la commission santé du Nouveau Parti Anticapitaliste

Vendredi 4 mars - 20h

centre de vie du Sanitas - Tours

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC

FIN DES BREVETS SUR LES VACCINS

RÉQUISITION

DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

NPA

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Cergy. À 19h30, MJC Village, 6, place de Verdun.

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Montpellier. À 20h, salle Guillaume de Nogaret, Espace Pitot, place du Pr. Mirouze.

Mardi 15 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lille. À 19h, salle le Gymnase, 7, place Sébastopol.

Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

Samedi 26 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Clermont-Ferrand. À 16h, salle Leclanché, rue Champratel.

Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M° Villejean-Université.

#Poutou2022

Tro Breiz anticapitaliste : carton plein !

Ce sont de nombreuses et nombreux militantEs et sympathisantEs du Finistère et du Morbihan, mais aussi celles et ceux qui ont rejoint les comités de campagne, qui se sont mobiliséEs par les réseaux sociaux, par des tractages et des dizaines de collages d'affiches, pour accueillir au mieux la tournée de notre candidat Philippe Poutou les 17 et 18 février en Bretagne.

Démarré en Centre Bretagne, à Carhaix, par une conférence de presse permettant à Philippe Poutou mais aussi à Janine et Matthieu d'expliquer notre course aux parrainages comme les axes de notre programme et la volonté de ne rien lâcher, ce 17 février s'est poursuivi à Hennebont, ville ouvrière du Morbihan.

Traditions ouvrières bretonnes

Là dans une salle comble, avec plus de 130 personnes, où nous avons dû rajouter des chaises, tandis que certainEs ont dû rester debout, c'est Pierre Le Ménahès, ex-ouvrier et syndicaliste de la SBFM qui a introduit le meeting en rappelant les traditions ouvrières des Forges d'Hennebont, de même que les résistances bretonnes, de Plogoff à Notre-Dames-des-Landes en passant par la lutte de l'hôpital de Carhaix puis des Bonnets Rouges... Ensuite, c'est Sonia qui est revenue, de manière précise et émouvante, sur le travail difficile, précaire et sous-payé des AESH de l'éducation nationale auprès des jeunes en souffrance et en difficulté. Puis c'est Janine qui est intervenue pour défendre la santé et l'hôpital public, dénoncer les conditions de travail et d'hébergement dans les EHPAD et préciser les revendications du NPA sur les questions de santé, dont la nécessaire expropriation des trusts pharmaceutiques. Puis ce fut au tour de Philippe Poutou, qui après être revenu sur la nécessaire bataille démocratique pour obtenir



À Brest. NPA



À Hennebont. NPA

les parrainages, a développé tous les thèmes de notre campagne : urgences sociales, environnementales, internationalistes, insistant avec force sur la nécessaire rupture anticapitaliste pour changer ce monde.

Débat, échange avec la salle, enthousiasme, prise de contact, cette soirée, avant le repas pris entre camarades, s'est terminée par une vibrante Internationale et surtout un désir de poursuivre

ensemble ce combat au delà de cette échéance électorale.

Sur la route de Brest, après une pause à Quimper

Le lendemain, la journée a débuté vers 10h30 dans la commune de Rostrenen par une table ronde autour du monde paysan (voir article pages 6-7).

Puis, après une pause à Quimper, en route vers Brest et la Maison des Syndicats pour le meeting en soirée... et là, dès 19h30, la foule, des jeunes par dizaines (mais pas que), des Brestoises bien entendu mais aussi de Morlaix, de Quimper, de Douarnenez et d'ailleurs...

Au total plus de 300 personnes, dans une salle comble et comblée, à la fois par les interventions de deux jeunes lycéenEs très détaillées sur les difficiles conditions d'étude et de vie d'une jeunesse qui relève la tête, après deux années de pandémie, et d'un syndicaliste du CHU de Brest/Carhaix. Puis la prestation de près d'une heure de Philippe, qui a largement enthousiasmé la salle, par sa sincérité, la précision des méfaits du système capitaliste, les propositions réalistes parce que anticapitalistes du programme du NPA et notre volonté indéfectible d'être là et bien là.

Une vraie réussite à mettre au crédit de l'enthousiasme et de la volonté de nombreux jeunes camarades du NPA de Brest et d'ailleurs, un vrai succès d'affluence conforté pour ces deux jours par l'intérêt porté à notre journal, notre table de presse et les nombreuses prises de contact lors des ces trois événements (Hennebont, Rostrenen, Brest). Enfin, cette soirée à Brest qui ponctuait (provisoirement) la présence de Philippe en terre bretonne s'est conclue par une énergie internationale entonnée... en breton !

Correspondants 29 et 56

#Poutou2022

Parrainages : tout faire pour que Poutou en soit

Il ne reste plus que quelques jours pour permettre à Philippe Poutou d'être candidat à la présidentielle. Cela dépend de la mobilisation de chacunE.

assurons que nous serons à leurs côtés contre le nucléaire et pour discuter d'une alternative au productivisme, et nous interpellons leur souci du pluralisme.

Nous sommes LA candidature qui a besoin des parrainages

Les autres candidatures à gauche sont assurées d'avoir leurs parrainages, ou ne peuvent plus les avoir : que ce soit Taubira ou Kazib, il n'est plus possible pour ces candidatures de parvenir aux 500 signatures, et Taubira a échoué à se poser comme rassembleuse de la gauche. Celles de Lutte ouvrière, du PCF, des Verts et de La France insoumise sont sorties d'affaire : pour La France insoumise, même si les difficultés sont réelles et prouvent une fois de plus le caractère antidémocratique du système des parrainages, la promesse de Bayrou, le parrainage par le président de l'Association des maires de France et le fait que nombre

d'élus de la FI n'ont pas encore parrainé montrent que Mélenchon est assuré d'être candidat. Plus généralement, les différents courants de gauche n'ont pas réellement intérêt à ce que nous soyons absents : la candidature de Philippe Poutou tire l'ensemble de l'échiquier politique vers la gauche, dit ce que les autres ne disent pas, avec son profil de rupture qui tranche avec les débats de la 5^e République. Cet ouvrier, qui n'est pas un professionnel de la politique, n'est pas contraint par leur cadre de discussion, il en sort pour le percuter. Face à la droite et à l'extrême droite, dans le contexte de la fragilité du mouvement ouvrier, cette orientation est nécessaire.

Les prochains jours sont décisifs

Tout cela fait partie des discussions quotidiennes que nous avons avec les élus. Les maires

principalement, mais aussi des conseillerEs de départements et de régions attachés au pluralisme, quelle que soit leur étiquette politique. Car, force est de le constater, si des parrainages arriveront « d'en haut », comme chaque année, c'est le travail d'en bas qui est capital. Ces jours-ci, beaucoup d'élus se décident, et il faut être à leurs côtés. Ainsi, hier, un élu nous a avoué qu'il pensait parrainer Jadot mais, puisque celui-ci à les 500 parrainages et que nous sommes devant lui, il parraine Philippe sans souci. Nous avons plusieurs retours inverses, de maires qui nous auraient parrainés si nous étions venus trois jours plus tôt. En réalité, chaque tournée apporte des bascules, des déplacements, dont nous avons besoin pour arriver aux 500. De ce point de vue, la mobilisation quotidienne de chacunE est capitale, jusqu'au dernier jour !

Équipe nationale signatures

Troisième anniversaire du Hirak algérien : la lutte continue !

Nous publions une déclaration du Secrétariat national du PST (Parti socialiste des travailleurs - Algérie).

À la veille de la commémoration du 3^e anniversaire du Hirak, le 22 février 2022, la répression a redoublé de férocité. Le climat de terreur qui régnait déjà auparavant a été renforcé. D'impressionnants dispositifs policiers sont déployés, comme cela a été constaté récemment à Kharata dans la wilaya de Bejaïa le 16 février, et comme en témoignent plusieurs nouvelles arrestations ciblées contre de jeunes activistes et contre des militantEs politiques et des droits de l'homme. Ils rejoignent ainsi plus de 300 détenuEs politiques et d'opinion, dont plusieurs dizaines sont en grève de la faim depuis le 28 janvier, et que le pouvoir de fait et les médias aux ordres n'ont pas vus.

Pas de solution policière

Le pouvoir de fait, loin de prendre les fameuses « mesures d'apaisement », promises par certains de ses relais, s'enfoncé dans l'impasse du tout répressif et accentué, de ce fait, le musellement quasi total des libertés démocratiques dans notre pays. Dans ce contexte, plusieurs partis politiques de l'opposition démocratique et des associations indépendantes du régime subissent de plus en plus de pressions et de harcèlements policiers et judiciaires. C'est le cas de notre Parti socialiste des travailleurs, qui fait l'objet d'une décision de suspension temporaire de ses activités et la fermeture de ses locaux. Une décision rendue par le Conseil de l'État le 20 janvier 2022, en dépit de notre mise en conformité avec la loi sur les partis et l'organisation de notre congrès le 24 avril 2021 dans les délais fixés par le ministre de l'Intérieur, comme l'attestent les procès-verbaux de notification par l'huissier de justice. Mais cet acharnement contre notre parti ne s'explique pas par le retard pris dans l'organisation de notre congrès, dans une conjoncture de pandémie. Sinon, pourquoi le FLN, dont le dernier congrès date de 2015, soit plus que la durée de cinq ans stipulée par la loi, n'est pas mis en demeure pour se conformer avec la loi ? Évidemment, cette histoire de congrès n'est qu'un prétexte pour faire taire notre parti et lui faire payer ses prises de position politiques et son engagement militant dans le Hirak et dans les luttes démocratiques, syndicales et sociales.

Pas de solution économique libérale

À la faveur du retour d'une aisance financière inespérée, et ce grâce aux rebondissements du prix du pétrole qui s'est envolé à plus de 93 dollars le baril, les mesures « sociales » annoncées par Teboune, notamment la suspension de quelques taxes promulguées par lui-même dans la loi de finances 2022 et l'instauration d'une allocation chômage revendiquée depuis plus de vingt 20 ans par le mouvement des chômeurs et la plateforme d'El Kseur en 2001, sont dérisoires et insuffisantes. Elles ne pourront ni cacher le désastre social, ni atténuer l'effondrement économique de notre pays. Elles ne pourront pas non plus maquiller le mal de vivre de notre jeunesse, rongée par le désespoir en un avenir incertain et la détresse d'un présent amer fait de Harga [émigration] et de Hogra [mépris, abus de pouvoir]. Cette situation catastrophique est le bilan



DR

de plusieurs décennies de politiques économiques libérales que le régime s'acharne à poursuivre pour assurer sa continuité. Ce sont des « mesurées » annoncées à la veille de la commémoration du 22 février dans le but de désamorcer une explosion sociale qui se profile dans tout le pays. Il s'agit surtout d'éviter à tout prix la jonction possible d'une telle explosion sociale avec une nouvelle vague de mobilisation du Hirak. Car, si la centralité de la question sociale revient au devant des mobilisations populaires et ouvrières du Hirak de demain, c'est tout le projet économique libéral, qui a confiné l'État algérien au service d'une ultra-minorité d'oligarques, de quelques patrons privés et de multinationales, qui sera remis en cause. Sinon, pourquoi geler seulement des taxes, signées par le même décideur il y a quelques semaines, alors que les dispositions relatives à la suppression des subventions et des transferts sociaux sont maintenues ? Pourquoi annoncer la décision d'une allocation chômage maintenant alors qu'elle a été déjà budgétisée (secrètement ?) dans la loi de finances depuis novembre 2021 et mise sous embargo ? Bien plus que ces « mesurées », qui traduisent une navigation à vue au sommet de l'État, l'Algérie a besoin d'un vrai projet économique et social et d'une véritable stratégie de développement qui correspondent aux aspirations légitimes de la majorité des Algériennes et des Algériens pour la satisfaction de leurs besoins sociaux. Bien plus que la suspension de quelques taxes, les travailleurEs et

les masses populaires ont besoin d'une augmentation conséquente de leurs salaires et leurs pensions, qui passent au minimum par le doublement du SNMG [salaire national minimum garanti], permettant ainsi quelque rattrapage de leur pouvoir d'achat. Bien plus qu'une allocation de chômage insuffisante et limitée, nos jeunes qui remplissent aujourd'hui les prisons et le grand cimetière qu'est devenue la Méditerranée ont besoin d'un emploi stable, durable et non précaire avec un vrai salaire garantissant leur dignité. Ils ont besoin de faire des études et des formations gratuites et accessibles pour tous et de meilleure qualité, d'une prise en charge sanitaire publique et gratuite de meilleure qualité aussi. Ils ont besoin de logements pour tous et pour toutes, de loisirs permettant leur épanouissement dans leur pays qui leur offre ainsi un avenir meilleur ! Ils s'agit, comme le revendiquaient des millions d'Algériens et d'Algériennes pendant les grandes mobilisations du Hirak, d'un changement radical pacifique du système permettant la mise en œuvre d'une alternative démocratique et sociale au service des intérêts de la majorité de notre peuple, que constituent les travailleurEs, les jeunes, les femmes et tous les opprimés et les démunis, et non pas une poignée d'oligarques, de patrons privés et des multinationales qui pillent et privatisent notre État national et nos richesses. Il s'agit du recouvrement de la souveraineté populaire pleine et entière sur les choix politiques, économiques et sociaux de notre pays.

Pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine !

À l'occasion de la commémoration du 3^e anniversaire du Hirak du peuple algérien entamé en février 2019, le PST réitère son appel à la mise en œuvre d'une solution politique, démocratique et pacifique garantissant le recouvrement par le peuple algérien de sa pleine souveraineté. Cette solution exige la mise en place d'une période de transition démocratique, dans le cadre de laquelle sera organisé un débat national devant le peuple, permettant l'expression de façon égalitaire de toutes les opinions et les programmes politiques. Un tel processus constituant, démocratique et populaire, doit déboucher à terme sur l'organisation de l'élection d'une Assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple. Cette assemblée dont la mission est l'élaboration d'une nouvelle Constitution à proposer au vote du peuple, gouvernera le pays dans l'intervalle. Mais, préalablement, des mesures politiques d'urgence doivent être prises par le pouvoir de fait qui gouverne le pays aujourd'hui. Il s'agit notamment de :
– La cessation de la répression et le retrait des mesures et des dispositions juridiques liberticides ;
– La libération de toutes et tous les détenuEs politiques et d'opinion et leur réhabilitation ;
– La levée de toutes les entraves à l'exercice effectif de toutes les libertés démocratiques et syndicales, notamment les libertés d'expression, de manifestation, d'organisation, droit de grève et toutes les autres libertés et droits démocratiques et l'ouverture des médias à tous les courants politiques et d'opinion et à tous les citoyens de notre pays. Le PST remercie toutes les organisations et les personnalités qui continuent en Algérie, dans le Maghreb et dans les différentes régions du monde, à lui exprimer leur solidarité contre sa suspension et la fermeture de ses locaux. La lutte continue ! Alger, le 20 février 2022.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

100 MILLIARDS PLANQUÉS EN SUISSE. *Crédit Suisse a hébergé pendant plusieurs décennies des dizaines de milliards d'euros de fonds d'origine criminelle ou illicite, affirme une enquête internationale réalisée par plusieurs médias et diffusée dimanche, des accusations que l'établissement financier helvète « rejette fermement ».*
L'enquête a été menée par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), consortium regroupant 47 médias parmi lesquels le Monde, The Guardian, le Miami Herald, la Nación, à la suite d'une importante fuite de données remises anonymement il y a un peu plus d'un an au quotidien allemand Süddeutsche Zeitung.
Ces données concernent plus de 18000 comptes bancaires hébergés au Crédit Suisse entre le début des années 1940 et la fin des années 2010 et appartenant à 37000 personnes ou entreprises, précise le quotidien le Monde.
« Basée sur une fuite massive d'informations issues de milliers de comptes bancaires administrés par Crédit Suisse, [l'enquête] montre qu'au mépris des règles de vigilance s'imposant aux grandes banques internationales, l'établissement, né à Zurich, a hébergé des fonds liés au crime et à la corruption plusieurs décennies durant », écrit le journal.
Dans un communiqué, le Crédit Suisse a réagi à ces accusations, affirmant que les données étudiées sont « partielles, inexactes, ou sont prise hors de tout contexte, entraînant une présentation tendancieuse de la conduite des affaires » par la banque.
« 90 % des comptes concernés sont aujourd'hui clôturés, dont plus de 60 % avant 2015 », assure la banque, qui précise par ailleurs « mener l'enquête » concernant la fuite de données.
Au total, ce sont plus de 100 milliards de francs suisses (plus de 95 milliards d'euros) qui sont concernés par les comptes étudiés par le consortium. Les fuites se concentrent principalement sur les pays en développement : en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique du Sud et les clients domiciliés en Europe occidentale ne représentent que 1 % du total, précise le journal.
Crédit Suisse, le numéro deux du secteur bancaire helvétique, a été secoué par une série de scandales depuis un an. En mars, la banque a été éclaboussée par la faillite de la société financière Greensill, dans laquelle quelque 10 milliards de dollars avaient été engagés par le biais de quatre fonds, puis par l'implosion du fonds américain Archegos qui a coûté quelque 5 milliards de dollars à la banque.

Agence France-Presse, « Crédit Suisse mis en cause par une massive fuite de données », 20 février 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo ☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €	Hebdo ☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €
Mensuel ☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	Mensuel ☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois 60 € ☐ 1 an 120 €	Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois 45 € ☐ 1 an 90 €

Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert ☐ 3 mois **12 €**

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755
Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org